

I TELE

INVITE – Le 09/10/2007 – 08 :37

Invité : Hervé NOVELLI, secrétaire d'Etat aux entreprises et au commerce extérieur

NATHALIE IANNETTA

C'est l'heure de notre invité politique, c'est un peu comme un professeur d'économie, figurez-vous, qui aurait hérité de la classe des mauvais élèves, des cancre, alors que dans la classe à côté ils font première langue allemand et ils sont super forts. Bonjour Hervé NOVELLI.

HERVE NOVELLI

Bonjour.

NATHALIE IANNETTA

Vous êtes secrétaire d'Etat aux entreprises et au commerce extérieur, d'où ma métaphore, vous pardonnerez mon raccourci, mais c'est quand même un peu vrai, 150 milliards d'excédent d'un côté, pour les balances commerciales, contre 30 milliards de déficit pour nous. Alors, on va parler bien sûr du commerce extérieur, des entreprises, mais je vous ai vu sourire lors de la fin du journal de Thomas sur l'équipe de France de rugby. Est-ce qu'on peut attendre, quand on est secrétaire d'Etat aux entreprises, un effet Mondial, un effet Bleus, sur les entreprises françaises par exemple ?

HERVE NOVELLI

Ce que j'espère c'est que nous allons aller aussi loin et que nous allons être champions du monde, c'est bon pour le moral...

NATHALIE IANNETTA

Non, mais ça c'est pour le sportif....

HERVE NOVELLI

Non, mais c'est bon pour le moral, et ce qui est bon pour le moral est bon aussi pour l'économie, puisque l'économie c'est souvent la psychologie...

LAURENT BAZIN

Le moral des ménages, ce fameux indicateur.

HERVE NOVELLI

Le moral des ménages, le moral des français, donc c'est très bon. Cela étant, je ne vais pas tout miser sur la victoire de l'équipe de France pour sauver l'économie française, qui n'en a pas besoin du reste, nous faisons de bonnes performances, il faut les améliorer. On est cinquièmes exportateurs mondiaux, les allemands sont premiers, et bien c'est notre modèle, il faut regarder ce qui marche en Allemagne...

LAURENT BAZIN

L'Allemagne est notre modèle, c'est intéressant.

HERVE NOVELLI

Oui, sur l'exportation l'Allemagne est notre modèle, parce qu'elle réussit, malgré l'euro fort, malgré le quintuplement du prix du pétrole, à maintenir ses parts de marché par rapport à la Chine. Tous les pays perdent des parts de marché, sauf l'Allemagne, par rapport à la Chine, c'est pour cela que je regarde de près ce qui s'y passe, et notamment...

LAURENT BAZIN

Donc ça veut dire que contrairement à ce que dit Nicolas SARKOZY, l'euro fort, la politique de la Banque Centrale Européenne, n'est pas la source de tous nos maux ?

HERVE NOVELLI

Il n'a jamais dit qu'elle était la source de tous nos maux, il a dit que ça créé des grosses difficultés à la grande exportation, c'est-à-dire en dehors de la zone euro, et ce n'est pas niable.

NATHALIE IANNETTA

Oui, sauf que nous perdons des parts de marché à l'intérieur de la zone euro, c'est là où nous sommes très faibles, donc l'euro n'a rien à voir.

HERVE NOVELLI

C'est là où se pose le problème de la compétitivité de nos entreprises. Pourquoi est-ce que nos entreprises exportent moins que les allemandes, pourquoi elles sont moins nombreuses que les allemandes, notamment les entreprises moyennes, il y a des leçons à tirer de la réalité économique de l'Allemagne et c'est ce que je vais faire.

LAURENT BAZIN

Vous le libéral de la majorité, c'est souvent l'étendard que vous avez brandi, d'ailleurs votre Club qui se réunit demain reçoit François FILLON et va lui demander, on n'en doute pas, d'aller plus loin, peut-être plus vite, dans ce qui est allègements de charges notamment, donc vraiment une politique extrêmement libérale. Vous pensez que ça peut marcher ? Est-ce que vous trouvez l'élève FILLON satisfaisant de ce point de vue là ?

HERVE NOVELLI

Je suis très satisfait, non pas de l'élève, mais du chef du gouvernement et du président de la République qui donne le cap. Simplement, aujourd'hui on le voit bien, il y a des difficultés plus fortes, un ralentissement économique plus important, notamment dans la zone euro, et bien c'est pour cela qu'au contraire nous devons aller plus fort et plus vite.

LAURENT BAZIN

Réformer plus vite ? Réformer le code du travail plus vite ?

HERVE NOVELLI

Réformer plus vite, mais le faire, évidemment, sans qu'il y ait une déchirure sociale, c'est tout le défi qui nous est posé. Il faut aller vite, mais il faut le faire sans que pour autant le pays ne se mette en grève générale.

LAURENT BAZIN

Pas facile, vous avez vu l'appel à la grève, dès qu'on a sorti l'idée d'une réforme des régimes spéciaux, appel à la grève le 18, il y a déjà trois syndicats qui disent à la SNCF, elle sera reconductible cette grève. On peut s'attendre à des jours difficiles.

HERVE NOVELLI

C'est l'exemple même de ce qu'il ne faut pas faire, je suis désolé de le dire. De quoi s'agit-il ? il s'agit des régimes spéciaux de retraite, c'est-à-dire du fait qu'il y a une certaine catégorie de français qui cotisent moins que d'autres, moins que les salariés du secteur privé, moins que les fonctionnaires, et qui se retrouvent donc dans une situation de pouvoir bénéficier, dans de meilleures conditions, d'une retraite plus longue, c'est donc une inégalité, et j'ajoute que c'est inéquitable dans la mesure où se

sont les français eux-mêmes qui vont financer cette retraite. Parce que ce que les français doivent savoir, c'est que c'est nous qui finançons des avantages supérieurs donnés aux agents de la SNCF. Je ne les incrimine pas, mais lorsque l'Etat...

LAURENT BAZIN

Donc vous considérez que c'est un combat d'arrière-garde.

HERVE NOVELLI

Lorsque l'Etat, tous les ans, donne un budget supplémentaire, avec l'impôt des français, à la SNCF, et bien cela revient à financer la retraite spéciale, spécifique, des agents de la SNCF. Est-ce que c'est tolérable aujourd'hui ? je ne le pense pas, et c'est donc pour cela que je soutiens évidemment de toutes mes forces ce qui va rendre un peu plus d'équité et de justice à la société française.

NATHALIE IANNETTA

Vous êtes plus proche de François FILLON, qui lui emploie des mots, que l'on peut qualifier de brutaux, en fait il dit faillite, il dit rigueur, plus proche de François FILLON que de Nicolas SARKOZY, qui semble vouloir arrondir les angles à chaque fois ?

HERVE NOVELLI

Non, pas du tout. J'ai été, avec mon groupe de parlementaires, avec les réformateurs, j'ai été parmi les premiers à collectivement soutenir Nicolas SARKOZY. Je pensais, et je pense toujours, qu'il est celui qui peut incarner le changement, et la nécessité d'adapter notre pays à la mondialisation, je le pense toujours, et je pense aussi que c'est au gouvernement de mettre en forme les orientations du président de la République, de celui qui a porté ces orientations pendant la campagne.

LAURENT BAZIN

Hervé NOVELLI, on va pouvoir plaider des allègements de charges aux entreprises, en particulier aux grandes entreprises, aussi aux grandes entreprises, dans un temps de tempête autour d'EADS, comme celle qui souffle en ce moment ? Est-ce que ça ne fait pas du mal à votre plan force 5, est-ce qu'il n'y a pas un force 9 qui est en train de souffler là, et dans le mauvais sens, pour vous ?

HERVE NOVELLI

Le plan force 5 ne contient pas uniquement des aspects fiscaux ou des aspects d'allègements.

LAURENT BAZIN

J'entends, mais c'est le plan de remise sur les rails, si j'ose dire, de l'entreprise française.

HERVE NOVELLI

Lorsque je demande à ce qu'on simplifie l'environnement des entreprises, nous pouvons faire beaucoup sans que cela coûte rien.

LAURENT BAZIN

Mais est-ce qu'on pourra vendre ça en pleine affaire EADS ?

HERVE NOVELLI

Ce que l'on peut vendre c'est qu'il y a aujourd'hui un poids qui pèse sur l'économie française, qui est lié à un certain nombre de contraintes que nous nous imposons. Pourquoi est-ce qu'aujourd'hui, dans ce pays, il y a des prélèvements obligatoires qui sont plus élevés qu'ailleurs ? Et bien tout simplement parce que nous avons une dépense

qui est plus élevée qu'ailleurs et qu'il faut financer, c'est tout l'objet de la réforme.

NATHALIE IANNETTA

Parce que nous avons peut-être une meilleure protection sociale à financer aussi, elle coûte plus cher parce qu'elle est meilleure.

HERVE NOVELLI

Non, je ne pense pas qu'on puisse dire que la protection sociale française soit meilleure que dans des pays développés, allez en Allemagne je ne suis pas persuadé que vous aurez une protection sociale moins forte. Par contre, ce qui est vrai, c'est qu'elle pèse, aujourd'hui, très largement, sur le travail, et l'assiette de financement de cette protection sociale c'est le travail, ce qui explique que le coût du travail brut soit aujourd'hui, en France, supérieur, et largement supérieur, au coût du travail, par exemple en Allemagne, alors que le coût net est inférieur.

NATHALIE IANNETTA

Alors deux pistes...

HERVE NOVELLI

D'où le problème de pouvoir d'achat.

NATHALIE IANNETTA

La TVA sociale, qui ne pèse pas sur le travail, et taxer les stock-options, comme le préconise par exemple Philippe SEGUIN, qui a été manifestement entendu par Nicolas SARKOZY. Alors d'abord sur les stock-options Laurence PARISOT dit, sûrement pas.

HERVE NOVELLI

Il faut se méfier d'une fiscalité qui serait confiscatoire. Moi je vous redis que la fiscalité...

LAURENT BAZIN

Ça veut dire quoi ? Pour l'instant ils sont moins taxés que les autres, les stock-options, disons-le.

HERVE NOVELLI

Regardons globalement. Moi je suis en charge des entreprises, donc de leur compétitivité, de leur capacité à investir, à innover, à produire, et ce que je constate c'est que la fiscalité globale, française, qui s'adresse à la fois aux entreprises et aux français, aux ménages, elle est supérieure à ce qui existe dans les autres pays.

LAURENT BAZIN

Mais là on parle des stock-options, qui est un cas très particulier, c'est pour les dirigeants, les cadres supérieurs des entreprises.

HERVE NOVELLI

Oui, bien sûr...

LAURENT BAZIN

Des actions à taux préférentiels.

HERVE NOVELLI

Laissez-moi quand même vous dire qu'un excès de sur-fiscalité, un excès de fiscalité, n'est pas forcément la meilleure réponse à nos problèmes de compétitivité, parce qu'un excès de fiscalité ça pèse sur tout le monde. Si on vous prend la moitié de ce que vous avez comme revenus, vous allez moins travailler monsieur.

LAURENT BAZIN

Il faudra que je gagne beaucoup mieux ma vie encore !

NATHALIE IANNETTA

Sur les stock-options en particulier ?

HERVE NOVELLI

Sur les stock-options, je crois qu'il faut se garder d'avoir une fiscalité qui serait discriminatoire par rapport aux fiscalités qui existent sur les stock-options dans d'autres pays de la communauté. Parce que sinon, qu'est-ce qui va se passer ?

LAURENT BAZIN

Donc il ne faut pas y toucher.

HERVE NOVELLI

Et bien votre cadre supérieur il va aller travailler ailleurs, là où il sera moins taxé, c'est une vieille règle que l'on fuit, la fiscalité, lorsqu'elle est discriminatoire. Cela étant, il ne faut pas non plus se cacher, il y a des comportements qui peuvent apparaître choquants, notamment lorsque ces comportements s'adressent à des personnes, ou sont le fait de personnes qui ne sont pas des modèles en matière d'actions menées dans les entreprises en question.

LAURENT BAZIN

Je veux comprendre ce que vous êtes en train de nous dire.

HERVE NOVELLI

Par exemple je pense que les stock-options n'ont pas vraiment raison d'être lorsque les résultats des entreprises, dont on est le dirigeant, ne sont pas en regard...

LAURENT BAZIN

Votre entreprise perd de l'argent, vous n'aurez pas le droit de vendre vos stocks, si vous les vendez, ils seront surtaxés, c'est ça que vous dites ?

HERVE NOVELLI

On peut très bien imaginer que, effectivement, les résultats de l'entreprise puissent être un des critères d'attribution et de déblocage de ces stock-options, mais en tout cas...

LAURENT BAZIN

Donc, par exemple, Noël FORGEARD, monsieur LAGARDERE, et d'autres, on peut parler des allemands que vous aimez beaucoup visiblement, mais qui ont eux aussi revendu...

HERVE NOVELLI

Non, je regarde ce qu'ils font.

LAURENT BAZIN

Oui bien sûr ; qui ont eux aussi revendu des actions, auraient été, avec ce texte-là, dans l'impossibilité de faire un délit d'initiés, de commettre un éventuel délit d'initiés.

HERVE NOVELLI

Moi je considère que l'entreprise c'est un tout, l'entreprise c'est une communauté, elle va du salarié du bas de l'échelle au responsable au plus haut niveau, et lorsque les résultats ne sont pas au rendez-vous, et que l'on demande des sacrifices au salarié du bas de l'échelle, il n'y a aucune raison que ces sacrifices ne se répercutent pas jusqu'au plus haut niveau, et c'est cela qui est choquant.

NATHALIE IANNETTA

Et les récompenses, est-ce qu'elles peuvent se répercuter, comme l'a dit Nicolas SARKOZY hier à Mâcon, de la plus simple secrétaire au plus grand dirigeant, donc donner des stock-options à tout le monde ?

HERVE NOVELLI

Parfaitement, Nicolas SARKOZY a parfaitement raison. Ecoutez, je prends mon exemple. J'ai été un patron de petite entreprise, lorsqu'on gagnait de l'argent il y en avait pour tout le monde...

LAURENT BAZIN

Dans la prothèse, si je ne m'abuse.

HERVE NOVELLI

Il y en avait pour tout le monde, et c'est bien naturel que cela profite à tous, et il y a déjà des mécanismes au cœur de la société française, participation, intéressement, il faut aller au-delà, pour que le salarié se sente dans cette communauté entrepreneuriale dont nous avons bien besoin aujourd'hui pour relever le défi.

LAURENT BAZIN

Un bon point donc ce matin pour François FILLON et pour Nicolas SARKOZY, du libéral, le label libéral leur va toujours bien, si je vous entends ce matin.

HERVE NOVELLI

Oui, et le label réformateur encore mieux puisque je crois que ça englobe encore plus largement ce qu'il faut faire dans ce pays.

LAURENT BAZIN

Restez là Hervé NOVELLI si vous le voulez bien, on va vous faire entendre ce que les autres hommes et femmes politiques ont dit sur les autres plateaux et antennes ce matin, c'est le zapping à venir.

(...) pub

NATHALIE IANNETTA

Le zapping politique avec Hervé NOVELLI, secrétaire d'Etat au commerce extérieur et aux entreprises. Un mot d'abord de Fadela AMARA, elle est comme vous dans le gouvernement de François FILLON, elle a dit que c'était dégueulasse, c'est le mot qu'elle a employé, de stigmatiser ainsi les étrangers...

LAURENT BAZIN

D'instrumentaliser l'immigration.

NATHALIE IANNETTA

Elle parle, bien évidemment, du test ADN. Est-ce que vous croyez que ces ministres d'ouverture, qui ne sont pas d'accord, et qui ont le droit, devraient démissionner par exemple ?

HERVE NOVELLI

Non, pas du tout, je crois que le gouvernement il est composé de personnalités diverses, elles ont leurs propres expressions et n'espérez pas de moi que je commente telle ou telle expression. Simplement...

LAURENT BAZIN

Mais vous vous rendez compte que dans le même gouvernement il y a quelqu'un qui soutient un texte, Brice HORTEFEUX, qui était hier soir au « Franc parler », et quelqu'un qui dit que ce texte est dégueulasse ?

HERVE NOVELLI

Vous ne pouvez pas dire ça, il s'agit d'une disposition spécifique...

LAURENT BAZIN

D'accord ; qui soutient un article, et l'autre qui la critique...

HERVE NOVELLI

Mais par rapport à l'ensemble du texte il est évident que tel ou tel amendement qui vient compléter, amender, ou retrancher telle ou telle partie du texte, n'est pas l'essentiel. Ce qui est très important c'est de voir ce que l'on veut faire avec ce texte.

NATHALIE IANNETTA

Choisir son immigration, c'est ce que dit Brice HORTEFEUX.

HERVE NOVELLI

Absolument, et j'aime beaucoup Brice HORTEFEUX.

LAURENT BAZIN

Très bien, on a vu de quel camp vous étiez. Parfait. Bernard DEBRE était l'invité de Jean-Michel APHATIE sur RTL ce matin, c'est la bagarre de Paris, lui, qui l'intéresse, il continue à penser que Françoise de PANAFIEU n'est pas la cliente qu'il faut pour la droite.

(...) Extrait

NATHALIE IANNETTA

Yves JEGO, qui est porte-parole de l'UMP était l'invité de Jean-Pierre ELKABBACH, les petits déjeuners, désormais de la majorité, vous le savez Hervé NOVELLI, ne se font plus à Matignon, mais ce sera à l'Élysée. Yves JEGO explique pourquoi.

(...) Extrait

LAURENT BAZIN

Ça va avec cette Une de LIBERATION, « Le vrai gouvernement SARKOZY », une poignée de conseillers ont supplanté les ministres. Voilà évidemment la question que Benoit DUQUESNE posait à Yves JEGO, et qu'on vous pose. Est-ce que c'est vrai ? Est-ce qu'on gouverne à l'Élysée aujourd'hui ?

HERVE NOVELLI

L'Élysée donne l'impulsion, c'est bien naturel.

LAURENT BAZIN

Oui, mais on a l'impression que les décisions s'y prennent, les arbitrages s'y prennent...

HERVE NOVELLI

Mais les décisions s'y sont toujours prises, cher ami, les décisions s'y sont toujours prises à l'Élysée. Vous pensez que les précédents présidents n'avaient pas le dernier mot, ou les derniers arbitrages n'étaient pas faits à l'Élysée ?

NATHALIE IANNETTA

Là c'est les premiers mots, on a l'impression qu'il a les premiers mots.

HERVE NOVELLI

Aujourd'hui ce qui change c'est que dans un contexte où la rapidité de décisions devient la norme, un pays moderne c'est un pays où l'on décide, où le chef de l'Etat décide, et donc c'est ce qui se passe avec Nicolas SARKOZY. Et face à un président qui décide, il faut un Parlement

qui soit revalorisé, pour qu'il y ait un équilibre des pouvoirs qui se noue au cœur de la société française, pour qu'elle accepte, cette société française, une capacité à décider rapidement, et donc c'est tout l'objet de la commission BALLADUR. Je fonde beaucoup d'espoirs sur cette commission, j'y apporterai ma contribution demain à la Mutualité avec mes amis réformateurs, nous ferons des propositions pour qu'un équilibre de pouvoir se crée, c'est la volonté de beaucoup, pour que la respiration puisse ainsi exister entre un exécutif très fort et qui décide, et un Parlement qui puisse à la fois contrôler et valider l'action de l'exécutif.

NATHALIE IANNETTA

Avant de vous laisser repartir à Bercy, vous avez rendez-vous dans une demi-heure, il va falloir aller vite, mais pas trop vite, attention, vous savez que vous êtes soumis vous aussi aux règles de la sécurité routière, écoutez Eric WOERTH, ministre des comptes publics, qui répond ce matin aux questions de Jean-Jacques BOURDIN sur RMC. Il revient sur l'augmentation de salaire des fonctionnaires, apparemment pour réformer la fonction publique il faut commencer par augmenter, il y est prêt.

(...) Extrait

LAURENT BAZIN

C'est comme au poker, il faut payer pour réformer. Payer pour voir.

HERVE NOVELLI

Oui, et il faut aussi moderniser la fonction publique, c'est-à-dire faire en sorte que l'Etat soit au moins aussi efficace, mais avec un certain nombre de fonctionnaires qui puissent partir à la retraite sans être remplacés.

LAURENT BAZIN

Un sur deux, c'est l'objectif de Nicolas SARKOZY pour 2009. On va suivre ça avec attention. Merci beaucoup Hervé NOVELLI.

HERVE NOVELLI

Merci à vous. FIN-